



Commune du Fenouiller
Rue du centre BP 40545
85800 LE FENOILLER

COMMUNE DU FENOILLER AMÉNAGEMENT DU LOTISSEMENT COMMUNAL «LES BALASTIÈRES»



- Permis d'Aménager
- PA 12: Convention de transfert des ouvrages d'assainissement eaux usées et eaux pluviales après leur achèvement,
- Date 30 mai 2022

LA VILLE EST BELLE

5 rue de la Vallée - 44 700 ORVAULT
Tél : 06 45 86 52 53 – dv@lavilleestbelle.com

BET VRD et Environnement Société SODEREF ATLANTIQUE,
Boulevard Charles De Gaulle – ZAC des Moulins – 44 800 SAINT-HERBLAIN
Tél fixe : 02 40 95 20 07 – atlantique@soderef.fr

La ville
est belle
Architecture - Paysage - Urbanisme



DEPARTEMENT DE LA VENDEE

CONVENTION DE TRANSFERT

AU PAYS DE SAINT GILLES CROIX DE VIE AGGLOMERATION DES OUVRAGES ET RESEAUX
D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES ET EAUX PLUVIALES ET OUVRAGES DE REGULATION
DES EAUX PLUVIALES DE L'AMENAGEMENT :

" LES BALASTIERES " A LE FENOILLER

Ce transfert des équipements publics ne pourra se faire que dans le strict respect des prescriptions de la « charte assainissement » la réalisation des ouvrages d'assainissement collectif sur le Pays de Saint-Gilles Croix de Vie Agglomération (Annexe 1).

Entre les soussignés :

Monsieur le Président du Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération agissant au nom et pour le compte du Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération, et désigné dans ce qui suit par « la collectivité »

D'une part, et

La commune de LE FENOILLER, identifiée au SIRET sous le numéro 21850088200012,

Représentée par Mme TESSIER Isabelle en sa qualité de Maire désignée dans ce qui suit par « l'aménageur »

D'autre part.

IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Mme TESSIER Isabelle, représentant la mairie de LE FENOILLER a déposé un permis d'aménager sur des terrains sis à LE FENOILLER rue de la Pierre Bleue et cadastrés sous les numéros cadastrés section AI numéros 309 et 311.

Le permis d'aménager est dénommé « LES BALASTIERES » et comprend un lotissement à usage d'habitation, nombre de lots : 9.

La Collectivité a parfaitement connaissance de la nature et de l'importance de ces équipements ayant reçu du lotisseur un dossier complet dans le cadre de la procédure réglementaire de demande de permis d'aménager, ce dossier comprenant notamment le programme des travaux et le plan des travaux.

Le lotisseur ayant présenté une demande tendant à ce que les équipements communs du lotissement puissent ultérieurement être classés dans le domaine intercommunal, la Collectivité est disposée à accueillir favorablement toute demande à la condition qu'elle puisse, sans charge pour elle, contrôler la réalisation des études et des travaux pendant toute la durée des opérations.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de transfert à la Collectivité des équipements d'assainissement eaux usées et eaux pluviales et de leurs emprises, du contrôle par la Collectivité, des études, de la préparation des marchés et de l'exécution des travaux relatifs aux équipements communs du lotissement qui sont énumérés ci-après et dont la prise en charge, après leur achèvement, est envisagée par la Collectivité :

- réseaux d'assainissement eaux usées et eaux pluviales et ouvrages associés
- Ouvrages de régulation des eaux pluviales
- Ouvrages de pompage et/ou refoulement des eaux usées

Équipements communs dont la prise en charge est envisagée par la Collectivité et soumis à la présente convention, dès lors qu'ils sont conformes au règlement d'assainissement et à la charte de réalisation des ouvrages d'assainissement sur le Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération jointe en annexe.

ARTICLE 2 DANS LA PHASE EXÉCUTION DES TRAVAUX

La Collectivité contrôlera l'exécution des travaux, s'assurera que le concepteur a fait procéder aux contrôles de qualité et de quantité nécessaires et pris toutes initiatives utiles pour la bonne réalisation des ouvrages dans le respect des dispositions de l'avant-projet détaillé et des pièces contractuelles.

La Collectivité sera invitée aux réunions de chantier, les procès-verbaux seront adressés à chacun des intéressés. La Collectivité contrôlera les opérations nécessaires à l'établissement du ou des procès-verbaux de réceptions avec ou sans réserve, qu'elle visera. Il appartiendra au Maître d'ouvrage de donner toutes instructions utiles au Maître d'œuvre pour que la Collectivité soit appelée à participer aux opérations préalables à la réception.

Il est bien précisé que le contrôle de la collectivité tel que décrit par le présent article, ne se substitue en rien à la fonction du Maître d'œuvre. Celui-ci conserve donc toutes ses attributions et responsabilités telles qu'elles sont déterminées par les textes régissant la profession, il reste notamment l'interlocuteur unique des entreprises.

Cette mission de contrôle ne recouvre en rien les responsabilités du maître de l'ouvrage notamment en ce qui concerne la direction d'investissement et la conduite d'opération.

ARTICLE 3 MOYENS DU CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

Afin de faciliter l'exercice du contrôle de la collectivité, le Maître de l'ouvrage adressera tout document utile concernant les travaux et notamment :

Au terme de la première phase des travaux :

Réseaux eaux usées et eaux pluviales :

- DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) comprenant les plans de récolement fiches techniques et notices des ouvrages, des réseaux et branchements
- rapport passage caméra des réseaux et branchements
- test d'étanchéité des réseaux et des branchements
- essais de compactage des tranchées d'assainissement

A l'achèvement des travaux

- DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) comprenant les plans de récolement total comportant les réseaux et branchements avec les cotes définitives et si nécessaire un complément du DOE
- nouveau rapport passage caméra des réseaux et branchements eaux usées et eaux pluviales, y compris un hydrocurage des réseaux.

Tous les documents seront fournis au format papier en 2 exemplaires ainsi qu'une version sous format numérique (Clé USB) au format pdf pour les différents rapports et plans, aux formats vidéo et image pour les passages caméras et au format dwg et « shp » pour les plans. Les plans de récolement des réseaux de refoulement et gravitaires ainsi que des branchements (géo référencé en x, y, z et z' Lambert 93 Zone 6 (CC47) format .shp et .dwg).

A cet effet, l'obligation sera faite de réaliser des essais de réception comprenant un passage caméra, des essais d'étanchéité suivant la norme EN 160 sur tout le réseau, tous les regards de visite et tous les branchements y compris les boîtes de raccordement.

Des essais acoustiques pourront également être exigés par la Collectivité en fonction de la nature des ouvrages.

Les observations ou réserves formulées par la Collectivité à l'occasion du contrôle que ce soit au stade des études, de la passation des marchés ou de l'exécution des travaux seront adressées au Maître d'œuvre.

L'absence d'observation ou le visa sans réserve constitueront pour le Maître d'œuvre un accord pour la poursuite de l'opération.

Si par contre aucune suite n'était donnée aux observations ou réserves formulées par la Collectivité, celle-ci serait ipso facto libérée de tout engagement quant à la prise en charge ultérieure des équipements et de leur classement dans le domaine intercommunal.

Pour assurer sa mission de contrôle, la Collectivité pourra se faire assister soit par ses propres services, soit par le technicien public ou privé qu'elle aura désigné.

ARTICLE 4 MODALITES DE TRANSFERT

Le transfert des ouvrages précités sera réalisé dans la mesure où :

- après dépôt de la DAACT totale en Mairie,
- après réalisation des travaux de finition, la réception n'aura donné lieu à aucune réserve de la part de la Collectivité, ou que les réserves précitées auront été levées.

Un état des lieux clôturera la fin des travaux de viabilité.

Il comprendra un rapport faisant état d'une présentation satisfaisante des essais de compacité et des essais d'étanchéité, ainsi que des remarques dans le même sens, du service gestionnaire des réseaux et du service de contrôle.

Avant remise des équipements à la Collectivité, cette dernière s'assurera que le Maître d'ouvrage lui a déjà fourni :

- Le dossier des Ouvrages Exécutés (ainsi qu'une version sous format numérique (Clé USB) ils comportent les mentions suivantes :
 - Les attestations de conformité des installations électrique, de levage, ... (consuel, ...)
 - Le plan de récolement des réseaux de refoulement et gravitaires ainsi que des branchements (géo référencé en x,y, z et z' Lambert 93 Zone 6 (CC47) format.Shp et .dwg)
 - Les conventions des servitudes éventuelles,
 - Les essais et Inspections Télévisées conformes pour tous les ouvrages transférés. Les Inspections télévisées seront réalisées sur tous les réseaux gravitaires amont et aval (après curage) avant la réception de la première phase qui autorise les travaux de construction et avant la réception définitive.
- La dernière inspection télévisée doit dater de moins de 6 mois au moment du transfert des ouvrages au Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération.**

- Essais d'étanchéité sur les réseaux neufs
- Tests de compactage
- DOE (Dossier des ouvrages exécutés) contenant les fiches techniques et référence des produits et fournitures, les plans et profils en long (un tirage + un CD-ROM + un format « .dwg » et « shp » des plans), conformes à l'exécution des travaux, seront fournis au service du contrôle. Outre les indications prévues au fascicule 70, ils comportent les mentions suivantes :
- nom de l'entreprise
- période d'exécution des travaux
- provenance des matériaux et fournitures et fiches techniques des produits

- Le plan de récolement des réseaux de refoulement et gravitaires ainsi que des branchements (géo référencé en x, y, z et z' Lambert 93 Zone 6 (CC47) format .shp et .dwg)

En vue de la remise des ouvrages à la collectivité, les plans de récolement seront complétés, dans le cas de passage en terrains privés, par des conventions rédigées dans les termes de l'annexe aux commentaires du fascicule 70, signées par les propriétaires concernés, ou ayant été inscrites dans les actes de cession des terrains.

Ces ouvrages ainsi que leurs emprises seront remis gratuitement à la Collectivité.

La collectivité s'engage à prendre en charge l'entretien et l'exploitation dans un délai de 3 mois après la réception des travaux et la levée des réserves.

Les frais d'acte concernant le transfert de propriété sont à la charge de l'aménageur.

ARTICLE 5

Pour les équipements concernés par la présente convention, le Maître d'ouvrage sera dispensé de joindre à la demande de permis d'aménager la fourniture des pièces prévues à l'article R 442-7 du Code de l'urbanisme concernant l'engagement de constituer une association syndicale des acquéreurs des lots à laquelle seront dévolus la propriété, la gestion et l'entretien des terrains et équipements communs.

ARTICLE 6

En cas de renonciation par l'Aménageur de réaliser cet aménagement, la présente convention sera résiliée d'office et le pétitionnaire ne pourra exiger du Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération, le remboursement des frais engagés par lui, tant sur la procédure administrative que sur l'exécution éventuelle de travaux.

Fait à Saint Gilles Croix de Vie

Le 26/04/2022

Le Président du Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération

François BLANCHET



Le 31 mars 2022

Le Maître d'Ouvrage

Mme le Maire,
Isabelle TESSIER



Charte pour la réalisation des ouvrages d'assainissement collectif sur le territoire du Pays de Saint-Gilles Croix de Vie Agglomération.

Commune concernée par le projet : LE FENOILLER

Désignation du Projet : Permis d'aménager 085 088 22 C0001 « Les Balastières »

Prescriptions techniques pour la réalisation des travaux d'assainissement d'eaux usées et pluviales sous maîtrise d'ouvrage privée ou communale

I - Principes généraux

Le Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération, est compétente en matière d'assainissement des eaux usées et pluviales sur son territoire.

Le présent document décrit les prescriptions techniques que tout aménageur doit respecter en vue de la réalisation de travaux d'assainissement. Le permis de construire, d'aménager, ou de lotir est approuvé sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans le présent document. Le transfert des ouvrages d'assainissement dans le domaine public ne pourra se faire que dans le strict respect des prescriptions qui suivent.

1 - Approbation du projet présenté

Les travaux ne pourront débuter qu'après accord de M. le Vice-Président du Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération ou son représentant sur le projet défini. Une réunion préalable, avec le maître d'ouvrage, le Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération et l'entreprise en charge de l'exécution des ouvrages définira les différentes phases des travaux, les modalités d'exécution.

2 - Déroulement des travaux

Le raccordement sur les réseaux publics existants devra être organisé avec toutes les précautions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers, des riverains et des ouvriers du chantier. Un projet d'arrêt de circulation et une permission de voirie seront proposés, comportant toutes les indications nécessaires pour respecter ces précautions, à la charge de l'entrepreneur.

3 - Suivi des travaux

Le Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération sera destinataire des comptes rendus de chantier, et sera éventuellement représentée par la société chargée de la gestion des réseaux et ouvrages.

4 - Réception des travaux selon le constat des lieux

La réception des travaux sera prononcée avec l'accord et le cas échéant, la société gérante des réseaux. Elle fera l'objet d'un rapport faisant constat des lieux et comportant les résultats des différents essais de contrôle et de suivi des travaux prévus dans la présente charte. Ce rapport sera présenté au Président du Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération, qui décidera de la conformité des différents contrôles avec les prescriptions de la présente charte et statuera sur la possibilité de reprendre ou non les réseaux dans le domaine communautaire.

II - Prescriptions techniques

1 - Prescriptions générales

- ✓ Les travaux doivent être exécutés conformément aux prescriptions du Cahier Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux publics passés au nom de l'Etat et tout particulièrement son fascicule 70, applicable aux travaux d'assainissement, ainsi qu'aux

prescriptions des fascicules n° 2 et 25 relatifs aux terrassements généraux et à l'exécution des corps de chaussées, applicables aux travaux d'assainissement et de voirie.

- ✓ Les prescriptions du règlement d'assainissement en vigueur s'appliquent également.
- ✓ Viennent s'ajouter les prescriptions particulières, faisant l'objet d'un autre fascicule.
- ✓ Les pièces écrites, plans, profils en long d'assainissement et de voirie ainsi que les plans des ouvrages types seront soumis au visa préalable du Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération.
- ✓ Les plans d'exécution seront réalisés à l'échelle 1/500^{ème}.
- ✓ Les réseaux seront implantés sous l'emprise des voiries
- ✓ Si la taille, la nature ou l'implantation (littoral) des ouvrages le nécessite le Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération se réserve le droit de demander des prescriptions complémentaires au moment du visa des plans Projet.

2 - Dispositions constructives particulières

Les principales dispositions des fascicules n°2, 25 et 70 sont rappelées, ci-après. Toutes les autres prescriptions des fascicules n° 2, 25 et 70 demeurent applicables.

a - Voirie

La chaussée sera reconstituée à l'identique.

b – Assainissement

Tous les réseaux d'assainissement sont séparatifs, aucun réseau d'eaux pluviales ne doit être raccordé au réseau d'eaux usées et inversement.

Profil en long :

Le raccordement entre canalisations principales et secondaires s'effectuera selon les prescriptions suivantes :

- ✓ Eaux usées : Niveau du fil d'eau de la canalisation secondaire au-dessus du fil d'eau de la canalisation principale. Chute éventuelle à équiper, si la hauteur de chute supérieure à 0,50m.

Postes de refoulement :

Les postes de refoulement seront réalisés en accord avec les prescriptions suivantes. Chaque poste devra être équipé de :

- Bâche de pompage étanche comprenant :
 - ✓ 1 pompe jusqu'à 30 Equivalents Habitants (EH) soit 10 logements individuels
 - ✓ 2 pompes de relevage avec barres de guidage en inox classe 316 L au-delà de 30 Equivalents Habitants (EH)
 - ✓ 2 Chaines de relevage des pompes en inox classe 316 L
 - ✓ Un système de barres « anti-chute »
 - ✓ Pour les postes recevant plus de 100 Equivalents Habitants (EH) 1 Sonde radar de sécurisation du fonctionnement
 - ✓ Pour les poste de moins de 100 Equivalents Habitants le déclenchement des pompes sera assuré au choix par de poires de niveau, une sonde piézométrique ou une sonde ultra son.
- Chambre à vannes comprenant (pour les postes de moins de 100 EH ces équipements pourront être intégrés à la bâche de pompage).
 - ✓ Clapets anti-retour + vannes d'isolement du refoulement de chaque pompe
 - ✓ Une vidange du refoulement + Vanne d'isolement (de même diamètre que les vannes et canalisations de refoulement)

- ✓ Une vanne de vidange de la chambre à vannes vers la bêche
 - ✓ Boulonnerie inox classe 316 L
-
- Armoire de commande comprenant :
 - ✓ Modem GSM- Télégestion type Sofrel S4W avec batterie, carte GSM et carte 4DO 2AI,
 - ✓ Option assainissement permettant le fonctionnement automatique des pompes
 - ✓ Disjoncteurs au lieu de porte-fusible
 - ✓ Présence d'un mode dégradé fonctionnant par des poires et des relais
 - ✓ Le branchement électrique devra être adapté aux équipements mis en place et réalisé dans les règles de l'art. L'armoire devra être conforme et disposer du consuel.
 - Trappe d'accès étanches et sécurisées (Barres antichute inox classe 316 L ou alu, verrouillage des trappes, ...)
 - Potence de levage des 2 pompes avec la présence d'un trou axé dans la dalle
 - Ventilation Haute et basse de la bêche et de la chambre à vannes
 - Un débitmètre électromagnétique placé sur la conduite de refoulement qui doit être raccordé au système de télésurveillance pour les postes de plus de 100 EH.
 - Un accès verrouillable : trappe verrouillable et/ou clôture d'une hauteur minimum de 2m avec des grillages de qualité marine avec un thermo laquage adapté.
 - Les ouvrages béton des postes (cuve, dalle, chambre à vannes) seront de qualité XA3 ou XS3 pour les ouvrages situés à moins de 500 m de la mer.

Branchements :

Les branchements des antennes sont prévus si possible en piquage direct sur les canalisations le raccordement s'effectuera obligatoirement par culotte ou selle de branchement.

En cas de branchement direct sur un regard les dispositions suivantes devront être respectées :

- ✓ Avec engravure dans la banquette réservant une chute minimum de 0,10 m entre l'arrivée du branchement et le fil d'eau de la canalisation principale.
- ✓ Des « pointes de cœur » seront effectuées dans les cunettes de regards, pour éviter un ralentissement de l'écoulement et les dépôts subséquents.
- ✓ Avec chute équipée, dès que la hauteur de chute dépasse 0,40 m.

Chaque branchement, eaux usées, doit être pourvu d'un regard de tête de branchement (regard tabouret) visitable situé en domaine public en limite de la propriété privée.

Regards de visite :

Ils seront réalisés suivant les prescriptions suivantes :

- ✓ Circulaires, de dimensions 0,8 à 1 m de diamètre.
- ✓ Tête de regard réductrice avec une collerette d'une hauteur maximum de 0,15 m.
- ✓ Cunette d'une hauteur des 8/10ème du diamètre de la canalisation avec banquettes latérales de pente 10%.
- ✓ A l'arrivée d'un refoulement et dans les 100 m qui suivent les regards seront en PEHD sans aucun élément béton.

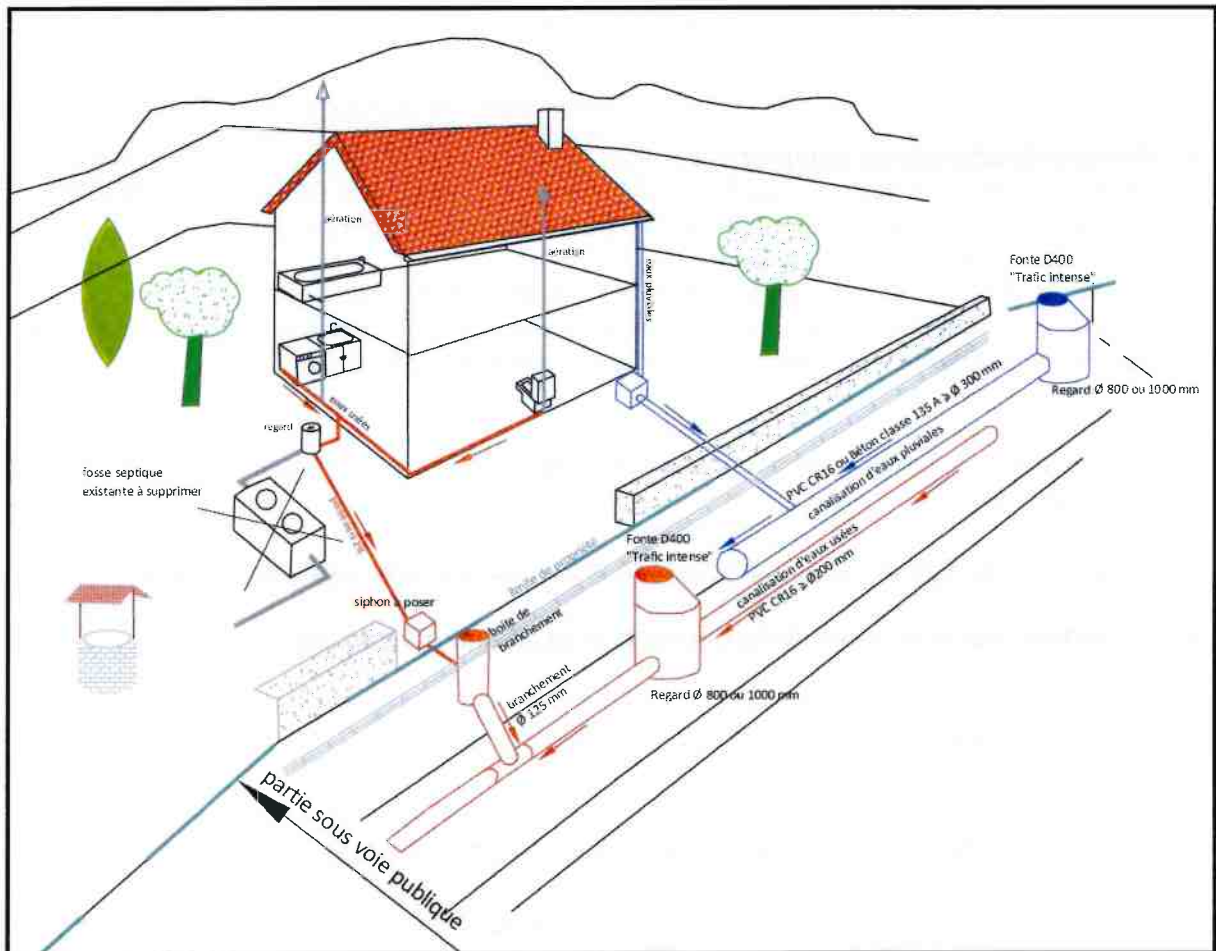
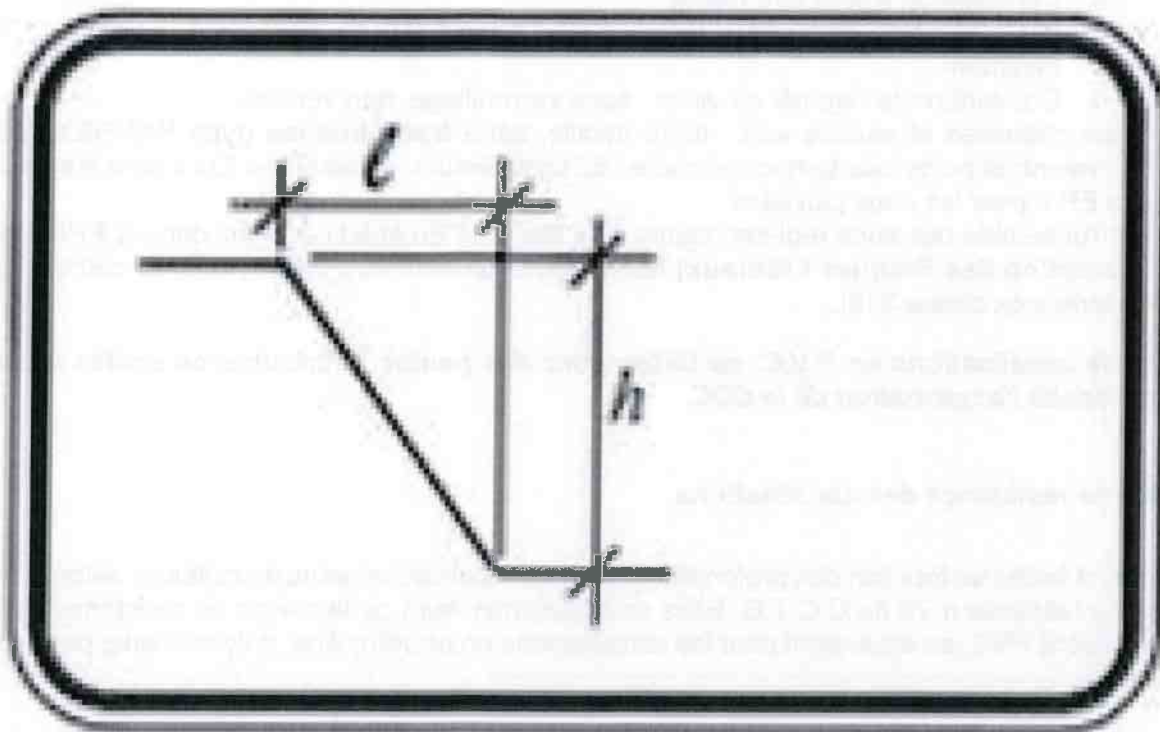


Illustration des prescriptions relatives aux branchements et ouvrages sur les réseaux d'assainissement

3- Conception des Bassins D'orage et autres Ouvrages Spécifiques de Gestion Des Eaux Pluviales

La conception des bassins avec des pentes de berges pas trop marquée permettra de garantir la sécurité et un accès aisé des engins pour l'entretien. Une pente de de 1/3 maximum doit être respectée (1 correspond au « h » et 3 au « l »).



Les caractéristiques des ouvrages d'entrée et de sortie de bassin devront faire l'objet d'une validation par le Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération avant exécution.

4 - Exécution

a - Largeurs de fouille

Elles sont déterminées par application des dispositions prévues par le fascicule 70 du CCTG des travaux applicables aux marchés publics. L'entre-axe des canalisations, dans le cas de fouille commune, est fixé selon les dispositions du fascicule n°70 ou en accord avec la CDC.

b - Fournitures

- ✓ Pour les eaux usées : **PVC Cr16** ou équivalent pour les canalisations principales : diamètre minimum 200 mm
 - Canalisation à structure pleine.
 - Branchements particuliers E.U. : PVC classe Cr16 ou équivalent, diamètre : 125 mm minimum. Ils seront posés en tête des branchements particuliers eaux usées en limite sur le domaine public. Une amorce de 1m de canalisation D.125 mm sera posée à l'intérieur du domaine privé. Les branchements seront constitués d'un regard tabouret circulaire de D.315mm avec tampon avec fermeture hydraulique fonte estampillé « EU » posé en domaine public en limite de propriété.
En phase provisoire avant mise à niveau et pause des tampons fontes définitifs les branchements seront bouchés par des bouchons PVC collés. Le regard tabouret sera coupé au moins 50 cm au-dessus du sol fini.
 - Couverture de regards de visite : sans verrouillage, non ventilée.
- ✓ Pour les eaux pluviales : PVC Cr16 ou béton classe 135 A ou équivalent pour les canalisations principales : diamètre minimum 300 mm

- Canalisation à structure pleine.
- Branchements particuliers E.P. : PVC classe Cr16 ou équivalent, diamètre : 160 mm minimum.
- Couverture de regards de visite : sans verrouillage, non ventilée.
- ✓ Sous chaussée et espace vert : fonte ductile, série **trafic intense** (type PAMREX, SOLO ou équivalent) et poids total tampon et cadre : 85 kg minimum, estampillé « EU » pour les eaux usées et « EP » pour les eaux pluviales.
- ✓ Sur l'ensemble des zone réglementaires (Ru, Rn, Rn1 B0 et B1) définies dans le **PPRL (Plan de Prévention des Risques Littoraux)** les tampons devront être **boulonnés** au cadre avec de la visserie inox classe 316L.

L'emploi de canalisations en P.V.C. ou Béton pour des pentes inférieures ou égales à 5 mm par mètre nécessite l'approbation de la CDC.

c - Séries de résistance des canalisations

Celles-ci sont fixées en fonction des profondeurs des fouilles et des largeurs de celles-ci, selon la méthode de calcul du fascicule n°70 du C.C.T.G. Elles seront au minimum de la classe de résistance Cr 16 pour les canalisations PVC, ou équivalent pour les canalisations en polyéthylène, polyuréthane, polypropylène, grès ou fonte.

d – Pose et enrobage

La pose est interrompue au droit des regards de visite. Les canalisations seront alignées à l'aide d'un faisceau laser pour chaque canalisation en système séparatif.

Le fond des tranchées sera arasé à 0,10 m au moins au-dessous des cotes prévues pour la génératrice inférieure des canalisations en conditions de sols normales et 0,15 m en cas de sols durs ou rocheux. Le lit de pose sera constitué de matériau 4/6 ou 6/10. L'enrobage se fera également en gravette 4/10 jusqu'à 15 cm minimum au-dessus de la génératrice supérieure.

Le remblai des tranchées sera effectué à l'aide de matériaux graveleux et sableux ou à l'aide d'un grave de béton concassé issu d'une usine de concassage de produits strictement en béton. Pour les canalisations dont la génératrice supérieure est à moins de 50 cm du niveau final de la voirie le remblai se fera en béton de tranchée.

e - Essais de contrôle

Des essais de contrôles seront systématiquement effectués, selon les protocoles préconisés par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. Toutes les mesures de contrôle seront effectuées par un ou des laboratoires indépendants.

Ils comportent, à la charge de l'aménageur :

- ✓ La conformité des installations électrique, de levage, ... (consuel, ...)
- ✓ Le plan de récolement des réseaux de refoulement et gravitaires ainsi que des branchements (géo référencé en x,y, z et z' Lambert 93 format .Shp et .dwg)
- ✓ Les conventions des servitudes éventuelles
- ✓ Les essais et Inspections Télévisées conformes pour tous les ouvrages transférés. Les Inspections télévisées seront réalisées sur tous les réseaux gravitaires amont et aval (après curage) avant la réception de la première phase qui autorise les travaux de construction et avant la réception définitive. La dernière inspection télévisée doit dater de moins de 6 mois au moment du transfert des ouvrages au Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération.
- ✓ Essais d'étanchéité sur les réseaux neufs
- ✓ Tests de compactage
- ✓ Essais sur le poste de refoulement (essai de pompage, contrôle d'étanchéité)

Ils comportent, à la charge du Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération: un contrôle de la conformité du raccordement des branchements des futures constructions.

f - Etat des lieux de fin des travaux

Un état des lieux clôturera la fin des travaux de viabilité.

Il comprendra un rapport faisant état d'une présentation satisfaisante des essais de compacité et des essais d'étanchéité, ainsi que des remarques dans le même sens, du service gestionnaire des réseaux et du service de contrôle.

Lors de cet état des lieux, les plans et profils en long (un tirage + 1 exemplaire sous format numérique (Clé USB) + un format « .dwg » et « .shp » des plans), conformes à l'exécution des travaux, seront fournis au service du contrôle. Outre les indications prévues au fascicule 70, ils comportent les mentions suivantes :

- ✓ nom de l'entreprise
- ✓ période d'exécution des travaux
- ✓ provenance des matériaux et fournitures
- ✓ Le plan de récolement des réseaux de refoulement et gravitaires ainsi que des branchements (géo référencé en x, y, z et z' Lambert 93 Zone 6 (CC47) format .shp et .dwg)

En vue de la remise des ouvrages à la collectivité, les plans de récolement seront complétés, dans le cas de passage en terrains privés, par des conventions rédigées dans les termes de l'annexe aux commentaires du fascicule 70, signées par les propriétaires concernés, ou ayant été inscrites dans les actes de cession des terrains.

Cette charte est acceptée pour le projet d'urbanisme suivant :

Numéro de la demande d'urbanisme : PA 085 088 22 C 0001 « LES BALASTIERES »

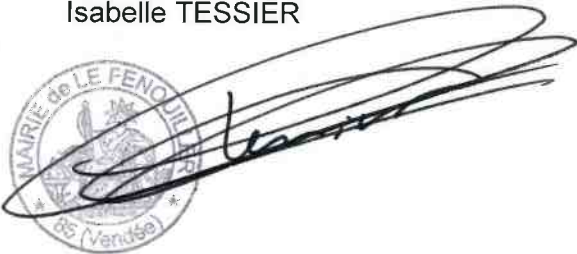
Commune concernée par le projet : LE FENOILLER

Référence cadastrale / adresse du projet : Section AI n° 309 et 311 – rue de la Pierre Bleue

Lu et accepté par la pétitionnaire soussignée, Mme Isabelle TESSIER, Maire de LE FENOILLER

A Le Fenouiller, le 31 mars 2022

Mme le Maire,
Isabelle TESSIER



Visé par Monsieur le Vice-Président du Pays de Saint Gilles Croix de Vie Agglomération.

Monsieur.....

A Givrand, le :

A Givrand, le

26 AVR. 2022

Pour le Président, par délégation
Monsieur Hervé BESSONNET
Vice-Président en charge de l'Assainissement



Les essais de compacité sur les tranchées porteront sur chaque tronçon de canalisation entre deux regards, et comporteront deux essais en surface et deux essais en profondeur pour chaque tronçon. Ils pourront être effectués au gamma-densimètre ou au pénétromètre. Ils seront réalisés avant la reconstitution de la chaussée.

En cas d'essais effectués au gamma-densimètre, des réouvertures de fouilles ponctuelles au niveau des essais souhaités dans les tranchées seront opérés par l'entreprise à ce moment.

En cas d'essais au pénétromètre, la mesure devra atteindre le fond de fouille de la tranchée, enrobage de la canalisation compris.

Les essais d'étanchéité pourront être effectués à l'air ou à l'eau, selon les protocoles en vigueur agréés par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

A Givrand, le
28 Avril 2024
Pour le Président, par délégation
Monsieur Hervé BÉSSONNET
Vice-Président en charge de l'assainissement